

L'ARCHITECTURE EN NORMANDIE

CONSTRUCTION ET RECONSTRUCTIONS

59^e congrès de la Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Normandie



Du 16 au 19 octobre 2024

Théâtre de l'Hôtel de Ville – Le Havre

RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS



MERCREDI 16, matin

HENRY DECAËNS, *Amis des monuments rouennais*

La façade néogothique de l'église Saint-Ouen de Rouen : de sa construction au milieu du XIX^e siècle à sa restauration depuis 2022

Le chantier de construction de l'église abbatiale gothique de Saint-Ouen de Rouen, commencé en 1318, s'est interrompu en 1549. La façade occidentale était inachevée : les deux tours n'étaient bâties que sur le tiers de leur hauteur et le portail n'était pas précédé d'un porche. Mais cette façade était très originale car les tours étaient implantées de biais comme à Notre-Dame d'Ingolstadt en Bavière.

Pour les membres de la Commission des Monuments historiques, créée en 1837, cette façade inachevée était indigne de l'église Saint-Ouen qu'elle fit classer dès 1840. Elle chargea Henry Grégoire, architecte départemental, de terminer Saint-Ouen. Celui-ci proposa plusieurs projets. Celui que la commission a retenu, sous l'impulsion de Prosper Mérimée, inspecteur général, a été mis en œuvre de 1846 à 1852. Cette façade a été critiquée par de nombreuses personnes, dont Eugène Viollet-le-Duc qui regrettait qu'on ait supprimé les souches des deux tours et que l'on ait ainsi perdu « une des dispositions des plus originales et des plus ingénieuses parmi toutes celles qu'avaient conçues le Moyen Âge à son déclin ». De son côté l'historien de l'art Adolphe-Napoléon Didron, directeur des Annales archéologiques, n'a pas hésité à parler de « vandalisme d'achèvement » !

Cette façade est actuellement en cours de restauration. Il était temps d'intervenir car elle a été construite avec de la pierre de l'Oise qui n'a pas bien résisté aux intempéries. Elle était également noircie par la pollution de l'air. On appréciera mieux cette façade lorsqu'elle aura retrouvé la couleur de la pierre. La présence des échafaudages a également permis d'examiner de près le programme iconographique et de découvrir ainsi une partie de ce programme qui était jusqu'alors inconnue.

JEAN-LOUIS JUMEAU, *Centre de recherches archéologiques et historiques de Normandie*

L'abbaye Notre-Dame de Valmont

L'abbaye Notre-Dame de Valmont a été fondée en 1169 par Nicolas d'Estouteville, seigneur de Valmont. Les moines, des Bénédictins venus de Hambye, y ont prié jusqu'à la Révolution française. Pendant ces six siècles, l'abbaye a subi plusieurs catastrophes (incendies, pillages, foudre) qui l'ont conduite à l'état de ruines. Seule la chapelle dite des Six heures, un joyau de la Renaissance, a pu être conservée.

Lors de la vente des biens nationaux, Nicolas Bataille a acquis l'ensemble, église, bâtiments conventuels et logis abbatial. Pendant deux siècles, l'abbaye est restée dans la même famille Bornot, Béraldi, Méra qui l'a très bien entretenue et a souhaité la rendre à la vie monastique.

En 1994, les sœurs Bénédictines de la communauté Notre-Dame-du-Pré ont abandonné leur couvent de Lisieux pour occuper Valmont. De 1996 à 2002, la restauration des lieux va être menée sous la direction de l'architecte en chef des monuments historiques Dominique Moufle. Les ruines romantiques, très appréciées au XIX^e siècle par Eugène Delacroix, cousin des propriétaires, ont été élégamment transformées en une lumineuse église, dans un respect total de ce lieu de prière, nécropole des Estouteville, ancêtres de la famille Grimaldi de Monaco.

YVES LESCROART, *Société des Antiquaires de Normandie*

Restauration-reconstruction-authenticité

Les architectures de bois, patrimoine durable et pérennité

La reconstruction de la charpente de la cathédrale Notre-Dame de Paris a été l'occasion d'intenses débats autour de l'usage du bois, de la connaissance des techniques anciennes de mise en œuvre de ce matériau, de l'opportunité de remettre en usage des techniques oubliées.

Jusqu'à une époque relativement récente, les ouvrages de bois étaient parfois considérés comme des éléments accessoires propres à assurer la pérennité des parties « nobles » des monuments, et les charpentes conçues dans un matériau considéré comme « périssable et renouvelable ».

Depuis les premiers travaux de l'architecte en chef des monuments historiques Henri Deneux, en charge de la restauration de la cathédrale de Reims, la connaissance des ouvrages de bois a considérablement évolué.

Le développement de la dendrochronologie est venu confirmer les extraordinaires aptitudes du matériau à franchir les siècles, permettant un nouveau regard sur les ouvrages exceptionnels conservés intacts depuis la fin du XII^e siècle en Normandie, et imposant une nouvelle approche de leur restauration.

Depuis l'étude particulièrement innovante de Raymond Quenedey sur l'habitation rouennaise en 1926, les constructions en pans de bois ont connu la même évolution dans leur connaissance et leur restauration. Dans ces deux catégories d'ouvrages, la restauration a parfois conduit à de véritables reconstructions, qui interrogent sur la notion d'authenticité, en un fécond débat sur le concept de « monument historique ».

MERCREDI 16, APRÈS-MIDI

JEAN BABOUX, *Cercle d'Études vernonnais*

L'hôtel de ville de Vernon : un espace républicain au cœur de la cité

L'inauguration du nouvel hôtel de ville de Vernon en septembre 1895 correspond à une nécessité matérielle : l'ancienne mairie ne répondait plus aux exigences de l'administration municipale. Ce vaste bâtiment construit dans un style pseudo-Renaissance, caractéristique des mairies de la III^e République édifiées à la fin du XIX^e siècle, rassemble à l'époque tous les services publics de la commune. Nous y trouvons le bureau du maire et celui du secrétaire de mairie, la salle du conseil municipal, mais aussi, entre autres, le commissariat de police avec son « violon municipal » en sous-sol, le bureau de l'architecte de la ville, la caisse d'épargne, le musée, le tribunal de la justice de paix, la salle des fêtes de Vernon, servant aussi de salle des mariages...

Cet édifice a été construit à l'initiative d'un maire bâtisseur, Adolphe Barette. C'est surtout l'œuvre d'un élu républicain, un farouche adversaire de l'Église. Barette a tenu à ce que son hôtel de ville fût construit au cœur de la cité, en face de la collégiale ; la mairie avec son campanile est plus haute que le clocher de Notre-Dame. Pour ce faire, un vaste espace a été dégagé dans le tissu urbain en démolissant des maisons anciennes. Les fondations de ce nouveau bâtiment recouvrent l'emplacement de l'église Saint-Jacques. En cette fin du siècle, l'hôtel de ville de Vernon, tout neuf, symbole de la modernité et du progrès, fait face à la vieille collégiale, aux pierres noircies par le temps, un monument caractéristique du Moyen Âge et donc du passé.

PIERRE DOTTELONDE, *Centre havrais de recherche historique*

Le Havre, ville réinventée ou un destin urbanistique et architectural très singulier ?

Ville-port « inventée » par François 1^{er} et Jérôme Bellarmato au XVI^e siècle, Le Havre a dû être « réinventée » après les bombardements de septembre 1944.

On pourrait penser que le rapport de cette « réinvention » du Havre avec l'architecture en Normandie est tenu voire absent, mais il n'en est rien, tant l'architecture du Havre reconstruit par Auguste Perret est indissociable de son dessin urbanistique forgé par l'histoire. Ainsi, le plan-masse conçu par Perret en 1945 reprend dans ses grandes lignes les tracés anciens des plans de Bellarmato et Lamandé en retenant en particulier le principe d'une trame orthogonale, régulière et stricte, délimitant des îlots d'habitation. Cette volonté d'inscrire la réinvention du Havre dans la continuité de son histoire urbaine est encore confirmée par le choix de maintenir les anciens quartiers (Notre-Dame, Saint-François...) et les grands axes (rue de Paris, avenue Foch...), enfin de reconstruire les principaux édifices sur leur emplacement d'origine (hôtel de ville, églises Saint-Joseph et Saint-Michel...).

Mais cette volonté n'empêcha pas Auguste Perret d'imaginer une composition architecturale absolument moderne et inédite en même temps que d'inspiration classique et, innovation majeure, qui s'attache à offrir aux habitants un ensoleillement optimal, une bonne protection contre les vents dominants et quantité de « respirations vertes ». Permise par la systématisation de la fameuse trame modulaire de 6,24 mètres, une grande liberté fut laissée aux architectes qui participèrent à la reconstruction du Havre. La diversité architecturale des immeubles d'habitation du centre-ville s'exprime notamment à travers l'aspect du béton (teinté, bouchardé, banché ou peint), le traitement des façades (colonnes, pilastres, encadrement des baies, angles des immeubles, balcons...) et la variété des matériaux.

À l'appui de documents spectaculaires (comme une vue cavalière de 1888), on montrera, peut-être en préambule à d'autres communications plus détaillées sur l'architecture du Havre de Perret, la relation très singulière et historique entre cette architecture et le dessin urbanistique de la ville-port normande.

EMMANUEL GAUTIER, *Société Historique de Lisieux*

L'ancienne église Saint-Jacques devenue halle, un joyau gothique au cœur de la reconstruction de Lisieux

La reconstruction de Lisieux s'appuie sur la mise en valeur des bâtiments historiques ayant survécu aux incendies qui suivent les bombardements du 6 au 8 juin 1944 détruisant la ville à 75 %. L'Église Saint-Jacques, sanctuaire préféré des Lexoviens d'avant-guerre se singularise dans le plan de la reconstruction dessiné par l'architecte Robert Camelot. Très endommagé par les bombardements, l'édifice est pourtant sauvé. Désacralisée en 1965, l'Église est devenue halle, lieu incontournable de l'animation lexovienne. L'audace de la reconstruction se cristallise dans la conservation de cet édifice dont le composé ternaire permet de poser un regard neuf sur le visage du Lisieux reconstruit au travers d'un triple prisme « minéral » :

- Pierre de touche : l'édifice sauvé devient le monument à l'aune duquel se mesure la justesse de la reconstruction voulue par les Lexoviens pour que demeure en « surimpression » le visage à jamais disparu de l'ancienne capitale du bois sculpté ;
- Pierre d'angle : Saint-Jacques restaurée apporte une ligne de force unifiante. Le modernisme de la reconstruction s'apparie avec l'ancien tracé de la ville selon le cahier des charges des Lexoviens, Saint-Jacques apportant une cohérence à l'ensemble. Le lien est renforcé par un modernisme suscitant à l'instar de l'art gothique un contraste saisissant avec notamment des jeux d'ombre et de lumière, de couleurs, l'ensemble architectural insufflant une esthétique à la ligne sobre et fonctionnelle ;
- Pierre « philosophale » : renaissant de ses cendres grâce à la reconstruction, le bâti de l'ancienne Église du quartier médiéval des boulangers, bouchers, orfèvres et autres forgerons, ces « alchimistes du quotidien », délivre un message symbolique et « diplomatique » de la cité que la reconstruction n'a pas effacé.

Ainsi, Lisieux renaît à la lumière d'un urbanisme à sa mesure : le génie de la reconstruction s'illustre par un modernisme qui ne nie pas l'âme lexovienne mais l'intègre à ses plans pour un espace urbain et symbolique ressourcé.

FLORENT HÉROUARD, *chargé de TD à l'université de Caen en sociologie et en géographie*

Acteurs et enjeux de la production de la ville

Caen par ses architectes sous la III^e République

Le propos de cette présentation portera sur la production de la ville, ses institutions, ses équipements et son habitat, sous la III^e République à travers les professionnels de la maîtrise d'œuvre, leurs pratiques et leurs champs de travail. Les cabinets d'architecture et les entreprises de construction caennais de la fin du XIX^e au début du XX^e siècle ont particulièrement modelé une ville en pleine essor, mais aussi accompagné des nouvelles tendances, de nouveaux développements comme celui des quartiers huppés, du logement social et des stations balnéaires.

Une première partie de l'exposé portera sur un panorama des cabinets d'architecture dans la deuxième partie du XIX^e siècle. Seront inventoriés les cabinets d'architectes, leur profil, ainsi que leurs principales productions institutionnelles et pour des maîtres d'ouvrage privés.

Une deuxième partie fera la focale sur la vie et le fonctionnement d'un des cabinets phares de la place caennaise : le cabinet Tourmente, Rouvray, Plotin et Duroy, qui eut pignon sur rue des années 1870 à 1944. Nous y étudierons les parcours personnels et professionnels de ces quatre architectes, mais aussi, les modalités de passation de relais, de reprise d'une affaire et d'une clientèle historique.

Enfin, nous verrons le rôle de ce cabinet, ancré dans son territoire, auprès des maîtres d'ouvrages locaux (collectivités, église, particuliers, entreprises...), dans la production de l'espace, entre enjeux institutionnels (église versus République), clientélisme (commande publique) et promotion.

Cette présentation s'attachera particulièrement à étudier l'urbanisation d'une grande ville de province, Caen, par ceux qui la produisent matériellement et symboliquement : ses architectes.

DANY LAURENT, *Les Enfants du Vieux TRÉPORT (Musée)*

L'hôtel de ville du Tréport (du XVI^e siècle à nos jours) : enjeux et défis des transformations et (re)constructions successives

L'hôtel de ville du Tréport connaît deux sites d'implantation entre la seconde moitié du XVI^e siècle et aujourd'hui.

Le premier hôtel de ville est construit au-dessus d'une porte voûtée de 1563. Il est remanié à deux reprises : en 1782 puis un siècle plus tard.

Il est transféré sur un nouveau site en 1977 puis totalement remanié en 2016-2017.

Nous étudierons les enjeux et les défis qui motivent les différentes constructions, reconstructions et transformations successives ainsi que la nature et les différents styles de constructions.

CHRISTINE D'ABOVILLE, *Centre havrais de recherche historique.*

Du bois au marbre, les casinos de la côte normande, tel des phénix...

Le casino, petite maison de jeux, est apparu à Venise au XVII^e siècle. Avec l'essor de la villégiature balnéaire en France, il devient un élément urbanistique et architectural majeur des stations balnéaires qui reçoivent le privilège d'en posséder au moins un chacune. Cette très forte émulation se traduit sur le plan architectural dans le choix des architectes, des styles et des matériaux. Certaines réalisations - Cabourg, Granville - sont désormais classées Monuments Historiques.

Le modèle du casino, qui accueille des espaces dédiés au jeu mais a également une vocation d'animation culturelle de la station, a su s'adapter à l'évolution des modes et du tourisme et se pérenniser. Aujourd'hui sur les quarante stations balnéaires normandes, dix-neuf possèdent un casino encore en activité.

BENOÎT NOËL, *Société historique de Lisieux*

La salutaire fortune iconographique du Manoir de la Salamandre (Lisieux)

Disparu lors de l'incendie consécutif au bombardement de Lisieux du 6 juin 1944, la survie mémorielle du Manoir de la Salamandre doit presque tout à l'image. Les textes l'ayant décrit sont rares, pas toujours signés par des auteurs l'ayant visité, peu synthétiques et parfois contradictoires. En outre, son aura de « demeure alchimique » a conduit à des interprétations subjectives. L'historien contemporain n'a donc d'autre choix que d'examiner à la loupe la riche fortune iconographique de ce fleuron de l'architecture lexovienne post-gothique, pré-renaissante. Fort heureusement, cette bonne fortune est aussi consistante que variée. Elle court de 1815 à 1944 et comprend des dessins, gravures, tableaux, pastels, aquarelles, photographies, affiches et nombreuses cartes postales.

Ses pièces maîtresses sont une encre de Chine de Samuel Prout dès 1818, une suite de vues détaillée de Pierre-Joseph Challamel en 1834, des planches architecturales d'Aymar Verdier en 1857, un tableau de François Écalard en 1866, une aquarelle de Thomas Matthews Rooke en 1891 ou des photographies de Noël Le Boyer pour les Monuments historiques en 1927. Par ailleurs, des artistes plus ou moins illustres mais familiers aux historiens normands offrent des aperçus de cet « unicum » lexovien pour reprendre l'expression de Claude Lemaître. Citons les artistes Félix Thorigny, Hercule Catenacci, Émile Vaucanu, Albert Robida, le baron de Moidrey, Jean-Charles Contel, A.D. Jacquelin ou Julien Champagne et les photographes Henri Magron, Gabriel Bretocq François Bidet, Augustine Besnier, Eugène Tribouillard, Maurice Koch ou Jacques Sturler. Trois curiosités tiennent au fait que ce manoir fut inclus dans le tableau Lady Godiva de Jules Lefebvre qui fit sensation au Salon de 1890, dans une affiche pour les Chemins de Fer de l'État en 1923 et fut l'objet d'un inespéré autochrome de Roger Dumas en 1921.

Comme le disait avec humour André Malraux, « inventeur de l'Inventaire » avec André Chastel, l'historien d'art du futur sera celui qui disposera du maximum d'images passées au crible, c'est-à-dire de « cartes dans son jeu » et si ce n'est dans sa manche...

JEUDI 17 OCTOBRE, MATINÉE

HÉLÈNE BILLAT, *Région Normandie*

La préfabrication en métal et béton appliquée à l'hôpital : l'exemple de la tour du C.H.U. de Caen (1958-1975)

Après la Seconde Guerre mondiale, la préfabrication a radicalement transformé l'art de construire. Privilégiée sur le chantier de construction de la tour monobloc du C.H.U de Caen, elle a permis d'ériger, en un temps record, charpente métallique et panneaux en béton moulé, assemblés et fabriqués sur site. L'aboutissement d'un tel projet, sans équivalent en Europe, reposait sur une nouvelle organisation de la maîtrise d'œuvre et des procédés constructifs rapides et moins coûteux.

Cette intervention se propose de montrer dans quelle mesure les choix techniques ont su traduire la radicalité du parti architectural. Celui-ci n'aurait pu émerger des bancs calcaires sans la mise en place d'un chantier hors norme qui a révélé le savoir-faire confirmé de grandes entreprises. Il sera retracé les étapes de mise en œuvre du projet, en portant une attention particulière à l'organisation de la maîtrise d'œuvre, aux relations entre les entreprises, à l'établissement et au déroulement du chantier, à l'impact des problèmes techniques et de sécurité. Il conviendra de s'interroger sur le degré d'innovation des techniques de construction mises en œuvre, faisant coexister des procédés industriels et traditionnels, en les replaçant dans une perspective historique.

Ouvert en 1975, le CHU a bouleversé le paysage hospitalier normand. À l'image de l'unité d'habitation de Le Corbusier (Marseille, 1965), il se présentait comme une unité hospitalière verticale, censée incarner le caractère révolutionnaire d'une utopie médicale – un « hôpital-paquebot », tel que défini par son concepteur Henry Bernard - concentrant en son sein les fonctions de soins, d'enseignement et recherche. Il pose la question de l'adéquation entre un projet architectural et l'évolution de la pratique médicale, et a fortiori de la possible reconversion ou réversibilité d'un tel bâtiment, devenu progressivement inadapté à sa fonction.

LAURENT DUJARDIN, *Société des Antiquaires de Normandie*

La pierre à bâtir dans la construction au Havre (XVI^e-XXI^e siècles)

Chacune des grandes villes normandes présente actuellement une physionomie particulière héritière des matériaux de construction employés dans son passé. Ces matériaux dépendent en partie des ressources locales en pierre, en bois ou en argile mais aussi de la position géographique. Les voies navigables et la mer jouent également un rôle important. Beaucoup de ces villes ont été fortement touchées par les destructions de la Seconde Guerre mondiale et leur reconstruction a fait appel à des matériaux parfois choisis en fonction de ce qui existait avant mais aussi en rupture complète avec les traditions locales.

La ville du Havre offre un exemple d'étude d'une telle rupture s'expliquant de diverses manières. De ce point de vue, elle peut être mise en comparaison avec Caen, centre carrier, où la pierre de taille abonde, où son usage est massif depuis le XI^e s. et où la reconstruction au milieu du XX^e s. a été fortement marquée par un emploi renouvelé de la pierre et par des formes architecturales traditionnelles. À l'inverse, au Havre, la pierre de taille est quasiment absente de la ville et des environs ; son emploi dans le passé est limité aux grands édifices, aux quais et aux fortifications. Le port est un centre d'importation de pierre à bâtir, par mer et par la Seine. Cependant, l'argile abonde et permet de fabriquer des briques et des tuiles : le silex est ici un sous-produit employé également.

La communication propose d'analyser la provenance et l'utilisation des pierres à bâtir dans la construction havraise à partir du début du XVI^e siècle. Le rôle et les connaissances techniques des architectes sont abordés, pour les périodes antérieures à la Reconstruction. Actuellement, la pierre à bâtir n'est pas complètement absente dans les édifices mais ne marque pas de son empreinte le paysage havrais.

PHILIPPE LARDIN, *Amys du Vieux Dieppe*

La récupération des matériaux sur les chantiers du bâtiment en Normandie orientale à la fin du Moyen Âge

L'activité de construction nécessitait divers matériaux souvent coûteux et difficiles à transporter. C'est pourquoi la récupération était une activité quasi systématique que ce soit sur les chantiers des églises, des bâtiments officiels ou sur les chantiers des particuliers. Tous les matériaux ou presque étaient récupérés c'est-à-dire la pierre, le bois, les tuiles, les métaux, le plâtre, le verre et même la peinture. Il faudra donc décrire les occasions ou les causes de cette récupération, les méthodes employées pour leur recyclage et le poids que cette activité représentait dans le total des dépenses d'une construction. On présentera aussi pour finir l'élimination des déchets non réutilisés, souvent selon des méthodes non polluantes.

VIVIANE MANASE, *Inventaire du patrimoine/DCP*

La préfabrication en bois dans l'architecture balnéaire et thermale normande, au XIX^e siècle

Dans l'histoire de la construction, s'interroger sur la préfabrication en bois dans le cadre de l'architecture balnéaire et thermale normande au XIX^e siècle peut paraître singulier. Pourtant cette approche particulière met en lumière l'origine même de la préfabrication et son évolution, et en révèle certains traits essentiels, récurrents.

Seront ainsi abordés dans cette intervention, à travers quelques exemples précis, différentes facettes de la préfabrication : l'apport des ingénieurs anglais dans l'apparition d'édifices préfabriqués en bois – notamment des maisons en kit à destination des pays colonisés - avant leur appropriation par des entrepreneurs français, ainsi que le rôle des Expositions universelles parisiennes dans la diffusion de cette technique de construction, ainsi que son émergence dans des sites balnéaires et thermaux par le biais de chalets/pavillons remontés en Normandie. La disponibilité du matériau qu'est le bois, la fabrication sérielle de type industriel des éléments préfabriqués hors site, standardisés et leur rapidité de mise en œuvre par assemblage, les facilités de transport et le coût de production plus faible demeurent les atouts incontestables et intemporels de la préfabrication.

Le bois offre l'opportunité de proposer un esthétisme architectural et ornemental en phase avec l'éclectisme et la fantaisie souhaités tant pour l'habitat de villégiature que pour les premiers équipements des univers balnéaires et thermaux. Se pose aussi la question, lorsqu'il s'agit de villas s'inspirant des chalets de montagne, de l'usage précis des panneaux et modules en bois qui constituent les composants de la préfabrication : simple habillage décoratif d'un habitat en brique, ou constituant l'ossature-même d'un pavillon entièrement démontable, bien isolé, solide, d'une qualité et d'un confort suffisants.

JEAN-PHILIPPE HENRY, *Cercle d'Études vernonnais et VILCOQ Robert, Société d'études diverses*
Pierre Crommelin (1693-1770), un seigneur bâtisseur à Muids

À partir de 1700, le château de Muids et la Seigneurie associée devinrent l'apanage de la famille Crommelin, des protestants d'origine hollandaise, plus ou moins convertis forcés à la fin du règne de Louis XIV. Les terres de Muids avaient été acquises conjointement aux terres de Bonnemare par André Crommelin (1656-1715). À sa suite, ses trois fils devinrent successivement seigneurs de Muids, le troisième dans l'ordre de succession étant Pierre Crommelin (1693-1770), qui avait reçu de son père le titre adjoint de Sieur de la Vilette, du nom d'un des fiefs sous la coupe de la seigneurie de Muids.

Le 5 octobre 1761, son neveu, Jacques Coltee-Ducarel (1715-1788), en visite à Muids chez son oncle, écrivait à son frère Andrew resté en Angleterre : « Mon oncle est en train de construire une maison pour M. Delamotte de la Haye dont il est principal responsable et architecte ; il achète et fournit les briques, la chaux, le bois d'œuvre, les tuiles et commande tous les ouvriers... ». Pour témoignage de son travail de maître d'œuvre au profit de ses amis Delamotte de la Haye, huguenots français un temps réfugiés aux Pays-Bas d'où étaient originaires les Crommelin, Pierre Crommelin inscrivit dans la pierre d'angle de leur maison : « JAY ETE POSEE PAR MR DE VILETTE 1761 ». Si bien que lorsque les premières cartes postales de Muids furent éditées au début du XX^e siècle, la carte concernant la maison Delamotte, qui était en quelque sorte, avec cent ans d'avance, la première résidence secondaire de Muids, fut affublée d'une légende erronée, « Maison principale du fief de la Vilette (1761) », alors même qu'elle était située en fait sur le fief de la Motte-Raulin et n'avait été que bâtie par le Sieur de la Vilette. La fibre bâtisseuse de Pierre Crommelin était telle qu'il construisit dans le parc de son château de Muids un petit bâtiment annexe, recopiant en miniature le style de la maison Delamotte et dont les fondations portent l'inscription toujours visible et très explicite : « J'AY ETEE POZEE PAR MR DE VILETTE 1765 », en dessous des armes de la famille Crommelin.

La communication rappellera le parcours original de Pierre Crommelin, l'attachement de son neveu Jacques Coltee Ducarel, futur chatelain de Muids de 1770 à 1776, au patrimoine normand et l'évolution de la Maison Delamotte au travers des cadastres et autres documents des propriétaires.

PATRICK MONVILLE, *Centre de recherches archéologiques et historiques de Normandie*
Construction et reconstruction d'un clos masure

Après avoir expliqué ce que sont les clos-masure en Pays de Caux (leur aspect typique et leur diversité, les matériaux utilisés pour leur construction), l'objet de l'intervention consistera à présenter l'évolution du bâti dans le clos masure de la ferme de la Hétrée à Thérouldeville entre les années 1824 et aujourd'hui.

Cette ferme a été la propriété de la famille d'Estoutteville-Grimaldi de 1171(1^{er} écrit) à 1805 puis dans le domaine privé jusqu'à ce jour.

Elle était un plein fief de Haubert et a possédé sous Napoléon une distillerie d'alcool de betteraves pour contrer l'embargo des Anglais sur la France.

JEUDI 17, APRÈS-MIDI

BRIGITTE ALBERT, *Société libre de L'Eure*

La reconstruction de Mérey, un village eurois détruit en 1944

Le 30 juin 1944, le petit village de Mérey, peuplé d'une centaine d'habitants, connaît une vague de bombardements qui le détruisent à 50 %. Afin d'empêcher les Allemands de ravitailler leurs troupes engagées dans la bataille de Normandie, les Alliés bombardent le pont de chemin de fer qui enjambe l'Eure au cœur du village. Tous les bâtiments qui se situent à proximité de la voie de chemin de fer sont détruits : les bâtiments municipaux (la mairie, l'école, le lavoir, le cimetière), deux fermes, le château du XVIII^e siècle, plusieurs maisons. Les propriétaires privés et les élus de la commune s'adressent aux services de M. Lizée, inspecteur des Ponts et chaussée, responsable départemental du MRU, afin de faire reconnaître les sinistres et d'obtenir les indemnités des dommages de guerre qui permettront de reconstruire les immeubles détruits.

Il s'écoulera toutefois 15 ans avant que la mairie et l'école soient reconstruites. Les bâtiments rebâties par l'architecte R. Lemaitre témoignent encore aujourd'hui d'une architecture de qualité, caractéristique de la période de reconstruction. Mais les nouveaux pavillons utilisant largement la brique et la pierre de taille ont fait perdre au village son caractère rural. Cette évolution a été encore accentuée par l'extension du village qui a suivi.

JEAN-PHILIPPE HENRY, *Cercle d'Études vernonnais*

Jean-Louis Peyre (1912-2012), architecte parisien aux multiples attaches normandes, investi dans la reconstruction de Saint-Lô (1946-1952)

Le 6 juin 1948, au 41 de la rue Saint-Thomas, Vincent Auriol, président de la République, est invité par le maire de Saint-Lô, Georges Lavalley, à poser la première pierre de la reconstruction de la cité manchoise, détruite en juin 1944. À leurs côtés, un architecte de 36 ans, Jean-Louis Peyre (1912-2012), représentant ses nombreux confrères qui, après avoir « planché » sur les options possibles, vont désormais superviser pendant quatre ans la reconstruction effective du centre-ville et notamment celle de l'Enclos de Saint-Lô, derrière les remparts ancestraux de la ville, au nord immédiat de la rue Saint-Thomas.

Qui était Jean-Louis Peyre, architecte parisien vivant à Versailles, aux multiples attaches normandes, dans la Manche et dans l'Eure ? Comment son implication dans la reconstruction de l'enclos de Saint-Lô de 1946 à 1952 s'inséra-t-il dans un parcours professionnel à peine entamé avant-guerre et obéré par cinq ans de captivité, après avoir servi brillamment comme officier de cavalerie, chef d'un peloton anti-char en juin 40 ?

Au sein de l'Enclos, sous la responsabilité générale de Marcel Mersier (1910-1974), qui avait vécu également cinq ans de captivité, Jean-Louis Peyre fut chargé de deux îlots situés entre l'Église Notre-Dame et le pourtour nord des remparts, délimités par la place Notre-Dame au sud et la rue Dame Denise au nord, et enjambant au sens propre et au figuré la rue du Belle. Car, dans un programme contraint par la nécessité de fournir des logements aussi fonctionnels que possible à des habitants impatients de quitter leurs logements provisoires, l'immeuble-pont de la rue du Belle constitue du point de vue architectural la pièce maîtresse du projet de Jean-Louis Peyre. L'immeuble-pont marque par son ouverture l'entrée de l'ancien cloître, mais la très grande largeur du passage permet à l'œil d'englober sans obstacle la suite de la rue. Le portique est encadré par deux colonnes effilées en béton bouchardé rose dont on retrouve le motif pour la halle du marché sur la place du Général de Gaulle. Le coude que forme l'immeuble bordant au nord la Rue à la Paille permet de se connecter au sud avec le plus de légèreté possible à la chaire de l'Église Notre-Dame.

La famille Peyre ayant ses racines à Bréville au nord de Grandville, être impliqué dans la reconstruction de Saint-Lô constituait une obligation morale et affective pour Jean-Louis Peyre, qui aurait pu tout aussi bien s'investir dans la reconstruction de Louviers et des Andelys, bien plus proches de Paris et de Muids, où sa belle-famille venait en villégiature depuis l'avant-guerre et où il devint résident secondaire après-guerre en s'y adonnant à deux de ses passions extra-professionnelles héritées de ses origines grandvillaises : l'équitation et la navigation à voile.

JACQUES NORMAND, *Société d'Études Diverses de Louviers et sa région*

La reconstruction de Louviers vécue par un sinistré

Le centre de Louviers, en partie médiéval, fut dévasté le 12 juin 1940, par un bombardement volontairement incendiaire de l'aviation allemande. Plusieurs projets de reconstruction furent successivement élaborés, mais les premiers immeubles ne s'élèveront qu'en 1947. Grâce à deux expositions au musée lovérien en 2007 et 2019, le schéma général de la renaissance du centre-ville est bien connu et documenté.

Pour illustrer différemment cette page d'histoire, cette communication va suivre le cas d'un particulier sinistré. Elle contera l'origine et le parcours de cet épicier, jusqu'à son exode et la découverte de l'horrible sinistre à son retour.

Les tâches nécessaires à la reconstruction finale de son échoppe seront ensuite détaillées : Partant de ces ruines encore fumantes, comment parvint-il à rétablir un commerce en moins de cinq mois ? Comment, par son adhésion à l'association syndicale des sinistrés de Louviers, obtint-il la validation de ses droits aux dommages de guerre et la fusion des montants d'indemnisation de son commerce et de ses six immeubles, tous anéantis ? Quels furent les critères d'évaluation retenus ? Quelles décisions essentielles dû-t-il prendre, en s'adaptant aux choix imposés par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ? Comment parvint-il à négocier des améliorations sur les plans des deux architectes désignés pour réaliser cet îlot ? Quelles surprises l'attendaient en découvrant les entreprises retenues, les matériaux choisis et les très avant-gardistes techniques retenues ?

La conclusion montrera que cette aventure est bien en cohérence avec la reconstruction de Louviers dans son ensemble.

PATRICK PUSARETI, *Commission départementale des Antiquités et du patrimoine de la Seine-Maritime*

La halle aux toiles de Rouen, des ruines à la renaissance

Cette communication est le fruit d'une collaboration avec Paule Valla, DGA de l'urbanisme et de l'habitat à la Métropole de Rouen, aujourd'hui en retraite, à l'initiative du choix du sujet. Le travail de recherches s'est mené à parts égales, d'avantage axé sur l'histoire et la problématique de la reconstruction de la Haute-Vieille-Tour, pour Patrice Pusateri, plutôt centré sur les choix architecturaux et les relations entre maître d'ouvrage, artistes et architectes, pour Paule Valla.

La halle aux Toiles, pendant des siècles principal lieu de négoce textile de l'une des plus importantes cités drapières d'Europe, a été incendiée, comme l'ensemble des halles de la Haute-Vieille-tour, lors de l'entrée des Allemands dans Rouen le 8 juin 1940. A la Libération, seuls subsistaient sur cette place le mur nord de la halle aux Toiles, et la Fierté Saint-Romain, délicat ouvrage de la Renaissance, épargné comme par miracle. La reconstruction a été confiée à Henri Jullien, ACMH, et à Raymond Barbé, architecte rouennais, associés par la suite à l'un des plus grands décorateurs français de l'époque, Maxime Old. Un programme multi-fonctionnel est défini par la Ville en 1950, il évoluera avec le temps. La reconstruction, qui débute en 1957, est un très bel exemple, rare en France, de cohabitation entre maçonnerie moderne en béton armé (comme l'élégante voûte en béton de la salle polyvalente), et maçonnerie ancienne restaurée à l'identique. Les concepteurs font un choix, limité mais structurant, des matériaux de décoration intérieure mettant en valeur les éléments d'architecture.

En 1959, la Ville organise un concours très cadré sur la nature du décor, les thèmes et les emplacements, pour désigner les artistes qui interviendront sur les œuvres d'ornementation intérieure. Les lauréats sont des peintres et sculpteurs de talent, locaux et nationaux : Toublanc, Demarchi, Savary et Tolmer. D'autres, comme Collamarini, seront choisis sans concours. Le résultat, associé au mobilier dessiné par Maxime Old, est une œuvre d'art globale. La palette sobre des matériaux et des teintes apporte une grande unité à l'ensemble de la décoration : stuc rouge pour les éléments structurels, pierre ou bois chêne clair pour les murs et les sols, métal bleu vert pour les menuiseries et les garde-corps. Ces prestations luxueuses et une grande partie du mobilier est remarquablement conservée, justifiant l'extension de la protection au titre des monuments historiques en cours, initiée par la Ville.

JÉRÔME VASSEUR, *Architecte conseil au CAUE27*

Évreux : réinventer la « cité jolie »

Évreux fut l'une des villes françaises les plus rapidement reconstruites à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette rapidité peut s'expliquer par le fait que les principes d'aménagements qui ont prévalu lors de la reconstruction s'inscrivent dans la continuité des projets d'aménagement imaginés par la ville avant-guerre. Pour autant, la tabula-rasa d'une grande partie du centre-ville, suite aux bombardements de 1940 et 1944, a permis de donner au projet de la ville une toute autre envergure.

L'innovation n'est pas à chercher dans la mise en pratique des idées proposées par les urbanistes modernes des CIAM*, mais dans la modification du regard porté sur les éléments constitutifs de l'identité de la ville et le travail d'interprétation qui s'en est suivi. Conscient du pittoresque d'une ville appelée « Cité jolie » par ses contemporains, le projet de reconstruction fait la part belle à la persistance de la ville ancienne dont témoignent, entre autre, le maintien presque intégral du tracé viaire, le respect d'un gabarit contenu pour la composition des façades, et le recours à des éléments de composition urbaine hérités du siècle précédent. La nouveauté réside dans le fait que le passé sert de matière première à une réécriture de la ville à même de satisfaire à l'idéal de confort moderne, dominé par une volonté de faire mieux, plus efficace, plus hygiénique et plus agréable. On peut citer comme exemple la création du réseau d'égouts, qui permet de révéler la présence de l'Iton, non plus considéré comme un élément sanitaire mais, qui devient un élément d'agrément, offert aux promeneurs avec en point d'orgue la construction du miroir d'eau, qui transcende par sa « mise en scène » spectaculaire de la cathédrale, la notion de « mise en valeur » héritée du passé et offre littéralement un point de vue inédit sur l'histoire de la ville. Cette imprégnation progressive des idées modernes dans la conception de la ville se traduit au fur et à mesure dans l'architecture et dans la nécessaire évolution des modes constructifs pour faire face aux pénuries de matériaux et aux très fortes contraintes économiques. Le réemploi fait place à la préfabrication.

Comme pour beaucoup de villes, la reconstruction d'Évreux se caractérise par un paradoxe puisque, malgré une volonté de préserver l'identité du lieu et exception faite des monuments encore debout, après-guerre, tout est différent pour les Ébroïciens.

*CIAM : Congrès international des architectes modernes

ALAIN BECCHIA, *Société de l'Histoire d'Elbeuf*

Les architectes de la Reconstruction face à la population : l'exemple d'Elbeuf

Les incendies causés par les troupes allemandes en juin 1940, puis les bombardements alliés et les combats d'août 1944 provoquèrent la destruction de plus de 25 % des immeubles d'Elbeuf, ville drapière située en amont de Rouen, qui comptait environ 17 000 habitants avant la guerre. Une partie du centre ancien (16 ha) fut réduit en ruines.

Les divers plans de reconstruction, envisagés dès l'époque du gouvernement de Vichy, suscitèrent, comme en maints endroits, de violentes polémiques. Les habitants étaient soucieux de voir renaître leur ville, mais aussi de retrouver leurs repères et leur cadre de vie antérieurs. À l'inverse, les architectes-urbanistes mandatés (souvent parisiens ou rouennais) voulaient saisir l'occasion de mettre en pratique leurs théories, en créant un nouvel espace urbain moderne et fonctionnel.

Soumis à la double pression des électeurs, mais aussi des autorités de tutelle (ministère de la Reconstruction), les municipalités successives durent louvoyer ou temporiser, ce qui explique – en partie – la lenteur des opérations. Les opérations de la Reconstruction ne prirent officiellement fin à Elbeuf qu'en 1964.

PATRICK BERTRAND, *Centre havrais de recherche historique*

Le Port Autonome du Havre, un maître d'ouvrage incontesté du développement du port du Havre

Le Port Autonome du Havre, en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial, est un maître d'ouvrage d'importance capitale dans le développement du port du Havre. Certes, il n'a pas eu à se prononcer sur des choix architecturaux mais a dû se positionner dans les choix déterminants pour l'équipement de la France. Depuis 1925, date de sa création, l'entreprise s'est toujours attachée à placer le port du Havre en bonne place face à la concurrence des ports étrangers et le Port Autonome du Havre est un maître d'ouvrage incontesté.

La communication évoquera plus la construction et la reconstruction d'infrastructures et de superstructures portuaires plutôt que d'architecture. Elle mettra en avant le rôle essentiel et primordial de l'entreprise publique en tant que maître d'ouvrage comme la loi d'autonomie de 1920 lui en a donné le titre sur l'ensemble de la circonscription portuaire qui s'étend sur près de 10 000 hectares. Elle montrera aussi les difficultés financières qu'a dû affronter l'entreprise publique devant le manque d'ambition et l'impécuniosité de l'État. Les sources seront essentiellement des archives du Grand Port Maritime du Havre non inventoriées.

VENDREDI 18 OCTOBRE, MATINÉE

ANNE-SOPHIE BOISGALLAIS, *Société historique et archéologique de l'Orne*

Victor Ruprich-Robert (1820-1887), un architecte prolifique voué à l'oubli ?

Eugène Viollet-le-Duc écrivait en 1853 : « M. Ruprich-Robert [...] est l'un de nos jeunes architectes les plus capables : prudent, scrupuleux, adonné tout entier à ses travaux, il présente à l'administration les meilleures garanties ». Cet élève eut, de fait, une carrière brillante : architecte diocésain, inspecteur général des monuments historiques, titulaire de la chaire d'architecture à l'École nationale des arts décoratifs et plusieurs fois distingué et décoré, il est l'une des figures qui marque encore aujourd'hui les paysages urbains de Basse-Normandie, bien que ses travaux l'aient envoyé souvent à Paris, Reims, Albi, Nevers, Amboise et même Odessa.

Il dirige d'abord de multiples travaux de restauration : églises de la Trinité et de Saint-Étienne de Caen, Saint-Samson à Ouistreham, les cathédrales de Bayeux et Sées, les édifices diocésains de Coutances, l'abbaye d'Hambye, les églises Saint-Martin d'Argentan et Notre-Dame d'Authueil, les châteaux de Falaise et de Rânes, le donjon de Chambois...

On le retrouve aussi en bâtisseur, puisqu'il dessine et encadre les constructions de la chapelle de l'Immaculée Conception à Sées, l'église Saint-Vigor d'Athis-de-l'Orne, l'église Saint-Jean-Baptiste de Flers, sans compter les maisons, chapelles funéraires ou socles de statues.

Tour à tour enseignant, auteur, historien de l'art, décorateur, très actif dans les salons, expositions et sociétés savantes (Membre correspondant puis directeur de la Société des antiquaires de Normandie), Victor Ruprich-Robert n'a pourtant aujourd'hui aucune rue à son nom ni aucune plaque qui commémore son travail dans cette Basse-Normandie où il s'est tant investi. Aucune biographie scientifique ne salue le travail impressionnant de celui qui a su transmettre sa passion à son fils, Gabriel, devenu lui aussi architecte en chef des monuments historiques. L'épisode malheureux de la tour centrale de la cathédrale de Bayeux, au début de sa carrière, a-t-il jeté le doute sur l'ensemble de son œuvre ? D'autres facteurs indépendants de son savoir-faire seraient-ils à prendre en compte ? Une enquête s'impose...

JEAN BOURIENNE, *Centre havrais de recherche historique*

Georges Bourienne (1860-1935), architecte rouennais

Georges Bourienne issu d'un milieu très modeste, après de solides études et un début de carrière professionnelle dans le service des bâtiments de la Ville de Rouen a succédé en 1899 à un grand architecte rouennais.

Actif de cette date à son décès en 1935, il a réalisé une œuvre importante en Seine-Maritime (alors Seine-Inférieure), et dans l'Eure, que ce soit pour des commandes publiques (communes de Barentin et d'Oissel...), des établissements financiers (Crédit lyonnais), industriels et commerciaux et des particuliers fortunés (famille Saint...). Il a ainsi construit, restauré, aménagé nombre d'édifices : un hôtel de ville, des écoles, des établissements de soins, des propriétés urbaines (qualifiées de « châteaux ») et des villas balnéaires. Il est aussi le concepteur de monuments aux morts et monuments commémoratifs en lien avec des sculpteurs. Son œuvre s'inscrit dans l'évolution des styles du premier tiers du XX^e siècle, passant de l'éclectisme à l'art déco.

HERVÉ DUPONT, *Polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées*

Des maçons aux architectes, l'ascension sociale d'une lignée de bâtisseurs normands

La lignée des Dupont, maçons, voyers-fontainiers, architectes, se poursuit pendant neuf générations, du début du XVIII^e siècle à nos jours. Je suis le dernier de la lignée à avoir embrassé le métier, en tant qu'urbaniste et maître d'ouvrage.

Ma présentation sera concentrée sur les six premiers d'entre eux qui travaillèrent à Dieppe et sont devenus successivement maçons puis voyers-fontainiers, architectes voyers-fontainiers, architecte municipal et ensuite architectes exerçant à titre privé. Elle s'appuiera sur les informations transmises par la tradition familiale, sur les livres que chacun s'est procurés et qu'il a transmis à ses successeurs. Nous verrons comment chaque descendant sut, selon son caractère propre, tirer parti des circonstances de son époque, que ce soit la situation de Dieppe, les politiques publiques, les évolutions de la profession et les idées nouvelles.

Ainsi, nous évoquerons brièvement les travaux d'aménagement de Dieppe après la reconstruction consécutive au bombardement anglo-hollandais de 1694, le défi que présentait l'adduction d'eau pour faire face au développement de la ville à l'aube du XIX^e siècle, la situation nouvelle due à la politique de protection des monuments historiques en 1837, la visite de Napoléon III en 1853, le développement du chemin de fer de Paris à Dieppe et la liaison Dieppe-Newhaven à partir de la moitié du XIX^e siècle. Nous constaterons aussi le rôle essentiel que joua le développement considérable des publications techniques et architecturales dès le début du XIX^e siècle.

Cette présentation sera accompagnée d'illustrations de quelques œuvres des protagonistes et de livres révélateurs de leurs évolutions professionnelles.

EMMANUELLE et **JEAN-PASCAL FOUCHER-LEFEBVRE, MICHEL MAHE**, *Société historique et archéologique de l'Orne*

Charles François Boitard, entrepreneur en bâtiments à Sées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle

En raison de leur rôle éminent dans la construction, mais aussi parce qu'il est plus documenté ou identifiable, les maîtres d'ouvrages, architectes et artistes concentrent l'essentiel des études historiques. Le rôle des artisans, entrepreneurs et ouvriers reste dans l'ombre, en raison du manque de sources spécifiques. Cette communication s'attachera à caractériser l'activité constructive de Charles François Boitard, entrepreneur en bâtiment à Sées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, qui signa l'un de ses bâtiments de l'inscription « Maison faite par Boistard pour Monsieur Pichon dans l'année 1771 ».

Après la présentation des sources écrites et iconographiques sollicitées et de leur apport à la connaissance des différentes fonctions de l'entrepreneur et de ses liens avec les maîtres d'ouvrage, la présentation du corpus recensé sur le terrain (maisons, presbytères, hôtel-Dieu notamment) permettra notamment d'aborder son rôle dans la diffusion de certaines formes architecturales. Le réseau familial, fortement présent dans le secteur du bâtiment, et le réseau élargi seront également abordés pour tenter de restituer l'environnement social au sein duquel Charles François Boitard a évolué.

JEAN-FRANÇOIS MASSE, Société havraise d'études diverses

Georges CANDILIS, Architecte concepteur de la Résidence de France au Havre

Le plan d'urbanisme Perret laissait deux emplacements libres d'aménagements. Le premier terrain d'une superficie de deux hectares, en plein cœur de la cité était destiné à l'édification d'un nouveau théâtre. Un second terrain d'une superficie de cinq hectares se trouvera libéré par la disparition des chantiers navals Augustin-Normand. Cet emplacement idéalement situé à l'ouest de la ville, longe la mer sur plus de 300 m. En 1963 il sera acquis par un puissant groupe financier qui prévoit la construction d'un millier de logements.

La conception de l'ensemble baptisé « Résidence de France » sera confiée à un architecte mondialement réputé : Georges Candilis (1913/1995) qui fut le bras droit de Le Corbusier pour la construction de la Cité radieuse à Marseille. Comme pour Le Volcan le dessin de la Résidence sera en rupture avec la rigueur « Perret » en adoptant des formes hexagonales (nids d'abeilles) déjà mis en œuvre par Candilis pour l'ensemble urbanistique du Mirail à Toulouse. Les travaux du Havre divisés en six tranches s'étaleront sur 20 ans de 1965 à 1985. L'architecte local Jacques Lamy sera associé à l'opération. En 2016 la Résidence de France a été intégrée dans le périmètre de l'inscription Unesco et reconnue comme Site Patrimonial Remarquable pour son intérêt architectural postérieur à la Reconstruction.

C'est l'histoire de la conception et de la réalisation de ces immeubles qui sera l'objet de cette communication.

YANNICK ROSE, Société historique et archéologique de l'Orne

Pierre Gustave Lheureux, un architecte alençonnais sous la III^e République

Pierre Gustave Lheureux est né le 30 janvier 1850, Place de l'Ormeau dans la commune de Bellême à 40 km au sud-est d'Alençon. Son père, Pierre Mathias, était géomètre arpenteur. En 1869 il est élève dans la section architecture de Louis Jules André à l'école des Beaux-Arts de Paris. Il en sort diplômé en 1873 et trois ans plus tard il s'impose à Alençon comme successeur d'Amédée Hedin pour la reconstruction de l'église de Montsort. Il semble s'installer à Alençon après son mariage en 1880 avec Marie De Baralle qui décède en 1895. De cette union naîtront trois enfants. En mai 1884 il est élu au conseil municipal d'Alençon, où il exercera ses fonctions jusqu'à sa mort à 69 ans. Il est régulièrement présent et défend de nombreuses causes sociales. Membre de la minorité, il s'oppose en 1900 au projet de destruction de l'emblématique Maison d'Ozé.

En tant qu'architecte, il suit les orientations de Jules Ferry et réalise de nombreux établissements scolaires : agrandissement du lycée d'Alençon, école supérieure des filles d'Alençon, école-mairie de St-Rigomer des Bois... Il est également l'architecte de divers bâtiments alençonnais et notamment en 1901, celui d'une cité ouvrière pour laquelle il note dans son manifeste : « ce qu'il faut c'est introduire dans les habitations à bon marché, la propreté, l'hygiène, le confortable. Que chacun puisse avoir sa maison, son jardin, sa cave et son cabinet d'aisances, sans communauté avec les voisins... ».

Décédé en 1919, il aura marqué de son empreinte le paysage urbain de la préfecture de l'Orne sous la III^e République mais peu les mémoires. Nous pouvons ainsi par cette présentation lui rendre un hommage mérité.

VENDREDI 18, APRÈS-MIDI

HÉLÈNE BILLAT, *Région Normandie*

Reconstruction et reconversions des bâtiments conventuels de la Trinité de Caen et de ses jardins (1698-1992)

Si le recyclage, pour reprendre un terme à la mode, des lieux culturels demeure aujourd'hui un sujet de société, il s'inscrit dans une histoire longue scellée par la décision de l'Assemblée nationale Constituante, le 2 novembre 1789, de mettre les biens du clergé à la disposition de la Nation. L'étude d'un site monastique est indissociable de la problématique de la reconversion qui s'est posée avec acuité à l'abbaye de la Trinité de Caen, moult fois réinvestie jusqu'à la fin du XX^e siècle (casernement, dépôt de mendicité, hôtel-Dieu, hospice, établissement administratif).

Cette intervention se propose de réexaminer les étapes du chantier lancé au tournant du XVIII^e siècle au même emplacement, sur un territoire à la topographie contrainte, dans un contexte économique d'emblée difficile qui place la question de son financement au centre de l'entreprise. Si la paternité du projet architectural initial n'est pas connue, mais dont il conviendra cependant de questionner les partis pris esthétiques, les mémoires des dépenses engagées renseignent, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les matériaux et les intervenants (architectes, entrepreneurs, sculpteurs, artisans). Plus ou moins achevés, bâtiments et jardins suscitent, dès 1792, des interrogations quant à la conservation, à l'affectation et à l'agrandissement des bâtiments conventuels. Il s'agira de démontrer, à la lumière du contexte socio-politique, comment les acteurs et les architectes missionnés (Émile Guy, Charles-Prosper Vaussy Pierre Dureuil et Michel Bourne) se sont emparés de ce patrimoine pour le faire perdurer, en analysant les motivations et les choix, parfois paradoxaux, qui ont été faits. On s'interrogera également sur l'apparente homogénéité architecturale, où prédomine la grammaire de l'architecture civile du XVII^e siècle, propre à incarner les exigences d'unité, de rationalité et de monumentalité, tant de la réforme mauriste que des établissements hospitalier et administratif.

PATRICK BIRÉE, *Société historique et archéologique de l'Orne*

DELPHINE BARRIÈRE, *Archives départementales de l'Orne*

Le site d'Avoise à Radon (Orne), de logis médiéval à ferme agro-industrielle, un millénaire de transformation architecturale

Le site d'Avoise était la demeure des seigneurs d'Avoise, lignée de petite noblesse du XI^e au XVI^e siècle relevant du comte puis du duc d'Alençon. Les sources écrites et les dispositions spatiales laissent supposer la préexistence d'une motte castrale. Un logis d'allure féodale, présentant une tour du XIII^e siècle, remanié après la guerre de Cent Ans, est le centre d'un grand domaine seigneurial existant jusqu'à la Révolution Française. En 1858, Jules-César Houel, industriel parisien, acquiert ce domaine de 91 hectares surtout destinés à la culture céréalière. Il y construit une importante ferme-usine destinée à la production et à la distillation de betteraves à sucre, activité nouvelle en Normandie, pour produire de l'alcool à 90 degrés selon la méthode Champonnois. Pour ce faire, il rase d'abord l'ancien manoir et son exploitation agricole. Le nouveau site peut s'édifier. Basée sur le modèle des grandes fermes agricoles de production céréalières du nord de la France, cette ferme-usine, exploitation agricole et usine de transformation, présente des dimensions monumentales : 138 m x 127 m de même qu'une architecture imposante.

Après deux décennies de fonctionnement, en 1880 l'activité agro-industrielle s'arrête. Pendant un siècle le site devient une exploitation de polyculture à élevage dominant puis de grande culture céréalière. En 2004, Avoise est transformé en site commercial d'antiquité-brocante. Plusieurs modifications sont alors opérées mais la silhouette monumentale de l'édifice garde tout son mystère.

KATRIN BROCKHAUS, *Société des Antiquaires de Normandie*

Saint-Jacques de Dieppe

Peu d'églises normandes du Moyen Âge sont issues d'une seule et unique campagne de travaux ; la plupart ont été érigées en plusieurs étapes. Saint-Jacques de Dieppe fait partie de ces dernières. Construite en adoptant une élévation uniforme pour la nef, le transept et le chœur, l'église est en effet issue de phases de construction s'échelonnant de la fin du XII^e au XVIII^e siècle. Pourquoi une telle durée ? S'agit-il de différentes phases de reconstruction rendues nécessaires par des destructions, nombreuses dans le passé du monument à cause de sa situation dans une ville portuaire attaquée à plusieurs reprises, ou est-on en présence d'une construction lente et étalée dans le temps ? Les sources ayant disparu à cause du bombardement de la ville par une flotte anglo-néerlandaise en 1694, quelle confiance accorder aux sources de deuxième main, transmises par David Asseline et Michel Claude Guibert, qui écrivaient respectivement en 1682 et en 1764 ? Sans prétendre faire une monographie complète de l'église dans le cadre de ce congrès, je vais me focaliser sur quelques éléments de l'histoire du bâtiment, tels que la chute présumée de la tour de croisée en 1339.

DANIEL HÉLYE, *Société Nationale Académique de Cherbourg*

Un état des églises du Cotentin sous le règne de Louis XIV

Au milieu du XVI^e siècle, le concile de Trente s'inquiète déjà sur l'état des édifices religieux, non seulement en France mais dans toute l'Europe. Les canons du concile ne concernent pas uniquement les monuments les plus emblématiques, cathédrales, collégiales ou les abbayes, mais également, les églises rurales dont l'entretien semble faire défaut. Il charge les évêques de procéder à des enquêtes dans les paroisses, sur l'état général de l'église, sur la propreté intérieure et les ornements indispensables au culte.

En raison des guerres de religions cette injonction restera sans effet, et lorsque celles-ci seront terminées, plus personne ne ressort ce texte, il sera oublié jusqu'en 1776, date de publication d'une nouvelle édition des actes du concile.

Après sa conversion, sous l'impulsion de Bossuet, du Père de la Chaise, de Louvois et de M^{me} de Maintenon, Louis XIV qui veut faire de sa cour, une cour chrétienne, durcit son attitude envers les protestants qui aboutira à la révocation de l'Édit de Nantes quelques années plus tard. Les Ordonnances du roi en matière de religion prennent appui sur les canons du concile de Trente. Louis XIV reprend à son compte l'article onze de la Septième session. Il ordonne aux évêques de visiter les églises, de faire un rapport sur chacune d'elle qui serait remis à l'intendant de la généralité puis au roi. Cette mutation est très importante puisqu'elle enlève au clergé une grande partie de ses prérogatives au profit de la couronne. Toutes ces visites sont connues sous le titre de « visites archidiaconales ». Pour le roi, le rétablissement du culte catholique ne peut s'imposer que dans la mesure où les églises sont en état de recevoir les fidèles, tel est l'objet de l'arrêt du conseil d'État du roi du 16 décembre 1684, concernant les réparations des églises.

Les différents conflits opposant la France au reste de l'Europe, Guerre des réunions contre l'Espagne en 1683-1684 ; La guerre de la Ligue d'Augsbourg, 1688-1697 ; la guerre de succession d'Espagne 1701-1714 n'ont pas permis la mise en application de l'arrêt de 1684. Il faudra attendre 1713, c'est-à-dire une période de paix relative, pour voir les premières mesures d'entretien, de consolidation, de reconstruction totale ou partielle des églises et des presbytères se mettre en place.

LAURENT DUJARDIN et **JEAN-FRANÇOIS LEGEMBRE**, *Société des Antiquaires de Normandie*
Le château du Bec-Crespin (Saint-Martin-du-Bec, Seine-Maritime), constructions
et reconstructions

Le château du Bec est un édifice situé à la source de la Lézarde, petite rivière arrosant Montivilliers et Harfleur. Il était au centre d'une châtellenie importante tenue par une succession de seigneurs parfois notables comme Guillaume de Mortemer, connétable de Normandie et Guillaume Crespin, maréchal de France à la fin du XIII^e siècle et Pierre de Brézé sénéchal de Normandie au XV^e siècle, tous barons du Bec.

Actuellement, le château est un exemple d'architecture aristocratique de la fin du XVI^e, de style Renaissance cauchoise. Cependant, l'édifice conserve de nombreuses structures médiévales dans les parties basses. Depuis une dizaine d'années, une étude historique et archéologique est menée afin de mieux comprendre l'évolution du site. La communication propose un bilan des connaissances concernant l'histoire de la construction du château du Bec au cours du II^e millénaire.

La recherche s'est appuyée sur l'étude des sources écrites et sur l'archéologie du bâti. Trois sondages ont été réalisés afin de mieux interpréter les parties les plus profondes. Il est maintenant possible de proposer une chronologie de la construction et des reconstructions en s'appuyant sur les textes, et les observations des élévations et celles du sous-sol. Un des axes de l'étude est la détermination de la nature et de l'origine des matériaux utilisés : pierre calcaire, silex, bois, briques et tuiles.

La forteresse, probablement en bois au XI^e siècle est remplacée par une enceinte en pierre aux XII^e-XIII^e s. De fortes transformations sont réalisées au XIV^e et de grandes destructions ont lieu au cours de l'occupation anglaise dans la première moitié du XV^e. De nombreux travaux sont réalisés après le milieu du siècle et au début du XVI^e. Vers 1585, un château nouveau est reconstruit en intégrant une part des constructions antérieures. Son aspect actuel est hérité de cette phase et de transformations postérieures : ajouts d'ailes au bâtiment principal et destructions de deux tours et des courtines.

GILLES MALINOSKY, *Les amis de la cathédrale de Bayeux*
La cathédrale de Bayeux – un chantier encore en cours

Si la construction de la cathédrale de Bayeux a débuté au milieu du XI^e siècle peut-on dire aujourd'hui que le chantier est terminé. La question a été largement traitée dans l'ouvrage consacré à cette cathédrale aux éditions La Nuée Bleue (2016). François Neveux y écrit : « La construction de la cathédrale de Bayeux s'étale dans le temps, du XI^e au XIX^e siècle. L'édifice est véritablement achevé en 1868, avec le couronnement définitif de la tour centrale ».

Cependant, depuis cette période quelques travaux importants ont été engagés. Les plus notables sont la pose de nouveaux vitraux dans le transept (encore en cours) et la construction du nouveau chœur liturgique (2019). Je vous propose d'aborder la récente transformation du chœur, les raisons et la réalisation de ces travaux.

MATHILDE LABATUT, *Conservatrice des Monuments Historiques*

Le château de Falaise : restauration d'une icône, icône d'une reconstruction ?

Cette communication se propose d'aborder la question de la construction et de la reconstruction à travers les restaurations menées sur le château de Falaise. Au-delà de la controverse suscitée par les restaurations de Bruno Decaris dans les années 90 et qualifiées par ces détracteurs de reconstruction abusive, nous souhaiterions revenir sur le processus de patrimonialisation du château et de ses restaurations depuis les années 1840 jusqu'à nos jours.

Ce travail a pour but de mettre en évidence la tension qui se pose en matière de restauration lorsqu'il s'agit de restaurer des ruines et la limite, que tous affirment ne pas franchir, entre restauration et reconstruction.

Ainsi, le XIX^e siècle et la jeune administration des Monuments Historiques perçoivent l'architecture médiévale à l'aune d'une pensée systémique héritée de la botanique linnéenne. Le dogme du monument type prélude à l'intervention de Ruprisch-Robert dans les années 1860 pour rétablir la forme du donjon médiéval typique.

Plus de 100 ans après, l'intervention menée par Bruno Decaris se réclame quant à elle de la Charte de Venise et affirme rendre lisible la logique mathématique présidant à l'architecture médiévale.

Comment sont reçues ces interventions de reconstruction à l'époque ? Dans quelle mesure ces interventions ont-elles contribué à construire le château de Falaise en tant qu'icône monumentale qu'à le définir comme un jalon majeur dans l'élaboration d'une déontologie de la restauration des ruines ?

À travers ces questions, nous reviendrons sur l'évolution d'une pensée de la restauration en France, sur les questions de définition posées chaque jour par le monument et sur un cas médiatique de controverse sur un monument emblématique.

SAMEDI 19 OCTOBRE, MATINÉE

FRANCK BEAUVALLET, *Société Libre de l'Eure*

Regards sur un édifice remarquable du plateau est de Rouen : le casino de Bonsecours

Cette contribution se donne pour objectif de retracer l'histoire d'un édifice singulier du plateau est de l'agglomération rouennaise : le casino de Bonsecours. S'appuyant sur une approche chronologique, cette étude articule la vie du bâtiment autour de trois grands moments. Le premier de 1893 à 1964 revient sur sa construction, l'engouement qu'il suscite au cours des premières décennies puis le relatif anonymat dans lequel il tombe à partir des années 1940. La poursuite de la réflexion se focalise sur la valorisation patrimoniale engagée par la municipalité de 1964 à 2006, date à laquelle un incendie le ravage. Au cours de cette période, le casino devient un véritable espace de vie communale. Enfin, le troisième moment s'intéresse à la construction du nouvel établissement. Ce cadre temporel défini, les principales thématiques abordées sont l'architecture, les maîtres d'œuvre et d'ouvrage qui sont intervenus, les matériaux qui ont servi pour la construction ou son réaménagement, l'évolution de ses fonctions, les liens qui l'unissent aux Bonauxiliens. Cette grille de lecture éclaire la singularité de cet édifice durablement inscrit dans le paysage de Bonsecours.

PATRICK BIRÉE, *Société historique et archéologique de l'Orne*

Les moulins à grains de l'Orne, une architecture en évolution (XVIII^e-XX^e siècles)

Pendant des siècles, dans nos contrées, les moulins à grains traditionnels, dont certains remontent à la fin du X^e ou au début du XI^e siècle, ont fonctionné selon un schéma technologique de base : roue, arbre, rouet, lanterne, gros fer, le tout actionnant la meule tournante. Il faut attendre le XVIII^e siècle pour noter quelques changements, mais c'est surtout au XIX^e siècle que l'évolution technologique va être marquante. Les progrès touchent notamment le système hydraulique, les transmissions du mouvement, la machinerie du moulin et les espaces de stockages. On note alors une modification très importante dans l'architecture. Des petites constructions à deux niveaux sous combles, on passe à de plus grandes bâtisses sur plusieurs niveaux et d'un volume beaucoup plus vaste. Les espaces se différencient entre lieux de stockage des produits bruts, leur nettoyage, la mouture et le stockage des produits finis. Cette évolution, qui mène aux minoteries, est notable pour toute l'Orne, tant pour le monde rural que pour l'urbain. Si les formes s'identifient, les matériaux diffèrent selon les terroirs ornaux, entre le granite dans le Bocage, le calcaire dans les plaines, la brique et le roussard dans le Pays d'Ouche et le Perche, voire l'architecture à pans de bois dans le Pays d'Auge. La reconstruction d'après-guerre apporte d'autres propositions.

Toute une palette d'architectures molinologiques...

CLÉMENCE GUERRIER, *musée Quesnel-Morinière (Coutances)*

Le coutançais balnéaire : exemple de développement de l'architecture balnéaire bas-normande aux XIX^e et XX^e siècles

Le Coutançais est un territoire peu étudié par les spécialistes de l'histoire des bains de mer car peu documenté et peu valorisé de nos jours. Cependant, les atouts du Coutançais sont certains, et ce depuis le XIX^e siècle, notamment avec des plages de sable fin, l'importance des villes d'Agon et de Pirou depuis le début du siècle, l'omniprésence de la nature par l'essor du bocage, et l'arrivée du chemin de fer reliant Orval à Regnéville en 1902.

Agon souhaite se perfectionner, proposer aux baigneurs, déjà fidélisés, de meilleurs services. La cité du coutançais développe de nombreuses infrastructures et architectures répondant aux besoins des villégiateurs, notamment la chapelle Notre-Dame des flots (1910), l'hippodrome (1926), le casino (1905, détruit en 1972) ou le club de tennis (1898). Outre les architectures de plaisirs, les investisseurs fonciers construisent rapidement des hôtels permettant d'accueillir toujours plus de villégiateurs. À Coutainville, l'Hôtel de la Plage est construit en 1880 (devenu hôtel Beau Rivage en 1891). C'est une inspiration exotique que l'on retrouve à la Villa Mauresque de Coutainville, construite en 1896 suite à la conquête coloniale. La Villa La Mouette (1920) est quant à elle tout en béton avec de faux pan de bois, la Villa sans souci (1880) largement décorée d'épis de faîtage et de céramiques polychromes, la villa Bavolette (1920) inspiré du style cottage anglo-normand, sont autant d'exemples de la diversité architecturale du littoral.

Pour comprendre l'architecture du littoral coutançais, il faut bien comprendre que les sources de matériaux du bâti sont très proches des constructions finales. Les villes produisant des matériaux sont nombreuses dans le Cotentin ce qui explique également les innovations architecturales et stylistiques de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle dans les villes d'Agon-Coutainville, Regnéville, Blainville, Hauteville-sur-Mer ou Montmartin-sur-Mer.

ALINE LEMONNIER-MERCIER, *Centre Havrais de Recherche Historique*

À Sainte-Adresse, de si originales villas balnéaires

Le goût pour les villas balnéaires construites à Sainte-Adresse n'a pas commencé avec la création du Nice Havrais sous l'impulsion de Georges Dufayel à partir de 1906. Déjà, auparavant, à la fin du XIX^e siècle, de riches négociants havrais ou parisiens avaient fait édifier de très originales villas, hélas disparues sous les bombardements de 1944.

L'exposé se propose de rappeler le souvenir de quelques-unes d'entre elles. Il sera question non seulement des personnalités qui les ont fait construire et habitées, mais aussi de leur architecture et leur décor, souvent très originaux, grâce à de nombreux documents inédits, issus principalement de recherches dans les fonds d'archives publiques, mais issus aussi de plusieurs fonds privés.

GILBERT MARTEL, *Cercle d'action et d'études normandes*

Architecture et patrimoine industriels bas-normands – les exemples des Forges d'Aube et de Varenne dans l'Orne et de la SMN caennaise

L'image de région agricole, souvent accolée à la Basse-Normandie, a pu faire oublier qu'elle fut une aussi une terre où la métallurgie du fer a pu se développer, favorisée par ses ressources minières, forestières et hydrauliques. Les bâtiments des forges d'Aube et de Varenne, dans l'Orne, témoignent de ce premier âge de la sidérurgie bas-normande, qui connaîtra une importante activité entre les XVI^e et XIX^e siècles, avant de décliner. Mais l'activité sidérurgique renaît au début du siècle dernier avec l'implantation du complexe industriel de la Société Métallurgique de Normandie en périphérie caennaise, à son tour touchée par la crise de la sidérurgie à partir des années 1970.

La désindustrialisation est marquée de façon éclatante par la fermeture de la S.M.N. en 1993, fleuron de l'industrie bas-normande. Face à la destruction des bâtiments industriels, qui perdent leur utilité pratique, seule valeur qu'on leur accorde alors, naît la conscience de la perte d'un patrimoine architectural et historique, et la volonté de certains acteurs de vouloir le préserver. Mais que faut-il protéger ? Et comment mettre en valeur les monuments de l'industrie ? Ces questions sont toujours au cœur de la réflexion architecturale et urbanistique des collectivités publiques, ou des activités de sauvegarde mémorielle des musées et des associations.

À travers les exemples des sites d'Aube, de Varenne et de la S.M.N, restaurés ou (peu) sauvegardés, se raconte une autre histoire, celle de l'identité des territoires et des hommes et femmes qui ont contribué à la forger.

LYNNE LEVESQUE, *Les Amys du Vieux Dieppe*

La construction et le devenir de deux établissements de communautés religieuses à Dieppe

Au milieu du XVI^e siècle, plusieurs communautés religieuses d'hommes ou de femmes s'étaient formées en Europe, principalement en Italie, puis en France. En 1574, malgré les guerres de religion qui ravagèrent Dieppe et malgré l'interdiction supposée de la part de l'archevêque de Rouen à leur implantation dans la ville aux quatre ports, certaines communautés commencèrent à s'y installer. De fait, en 1678, dix communautés avaient déjà construit à Dieppe des édifices, soit une maison, un monastère ou un couvent.

Parmi ces édifices, deux d'entre eux semblent particulièrement intéressants et emblématiques de par l'histoire de leur construction et leur transformation au cours des siècles : l'Hôtel-Dieu et le couvent des Carmélites. Pour chacun d'eux, cette communication abordera sa construction (financement, matériaux utilisés et, si possible, nom de son architecte), sa vie avant le bombardement de Dieppe en 1694, ses réparations et transformations jusqu'à la Révolution, son destin lors de la Révolution et son histoire jusqu'à nos jours.

SAMEDI 19 APRÈS-MIDI

PIERRE BEAUMONT, *Centre havais de recherche historique*

Le fonds photographique Fernez, témoignage et valorisation de la reconstruction du Havre

Les Archives municipales conservent depuis 1994 le fonds des photographes Gilbert et Francis Fernez. Pour Gilbert (1895-1990) et Francis Fernez (1928-2005), les impressionnants chantiers de la reconstruction de la ville, durant une vingtaine d'années, sont l'occasion de réaliser de nombreux reportages qui témoignent de la modernité et de la monumentalité de la ville nouvelle conçue par Auguste Perret. Il s'agit pour le photographe de fixer l'œuvre en train de se réaliser. Mais l'objectif est également de montrer l'avancée des chantiers pour les Havrais (35 000 sinistrés totaux, 65 000 sinistrés partiels).

À travers l'œil expert du photographe c'est l'œuvre architecturale et urbanistique qui est révélée. Cette œuvre participe aussi grandement au changement de regard des Havrais sur la ville nouvelle qui contraste avec la ville ancienne, en grande partie insalubre.

Francis Fernez participe aussi à de nombreuses commandes dans les années 1950 et 1960 à destination des Havrais mais aussi d'un public plus large national voire international qui doivent montrer l'image d'une ville moderne, agréable à vivre et à la pointe du progrès. À travers ces publications, c'est l'originalité, la technicité ou encore la qualité de l'œuvre de la Reconstruction qui est mise en lumière. Francis Fernez a en particulier su mettre en valeur l'église Saint-Joseph. Les photographies réalisées, en particulier celles de l'intérieur de l'édifice, constituent, grâce aux jeux de lumière des claustras, des réalisations majeures. Elles expriment à la fois la beauté de l'architecture et le caractère sacré et symbolique d'une renaissance.

CHANTAL CARPENTIER, *Cercle d'action et d'études normandes*

Accepter Perret

Face à l'étendue des destructions des 5 et 6 septembre 1944 au Havre, le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) nomme Auguste Perret architecte en chef de la Reconstruction en 1945. Il est chargé de tracer le plan général d'urbanisme, de donner les grandes lignes du projet à respecter par tous les architectes et de construire quelques immeubles ainsi que l'hôtel de ville.

La communication se propose de suivre les réactions des Havrais face à cette métamorphose de leur ville. Elle étudiera les rapports entre la municipalité, les érudits locaux et le maître, internationalement connu mais imposé par le ministère, durant la Reconstruction. Puis elle évoquera la longue période d'incompréhension et de rejet des Havrais qui ont perdu leurs repères et ne sont guère incités à changer d'avis par les remarques extérieures. Enfin elle conduira à la lente redécouverte des qualités de l'architecture Perret par les édiles municipales et les habitants, couronnée en 2005 par le classement au patrimoine mondial de l'UNESCO au titre d'ensemble architectural du XX^e siècle.

En 2024, Le Havre fête les 150 ans de la naissance d'Auguste Perret, les 70 ans de sa mort ainsi que les 80 ans de la Reconstruction de la ville.

THIERRY VINCENT, *Centre de recherches archéologiques et historiques de Normandie*

Le Havre, détruit, reconstruit, oublié, reconnu : le support mémoriel des médailles à l'épreuve du temps

Au fil du temps, la ville du Havre est atteinte de troubles mnésiques. La cité offre cette particularité d'être un centre viking ignoré et oublié, d'avoir été détruite plusieurs fois, mais d'avoir pu renaître de ses cendres. Le port et la ville apparaissent, en ce sens, unis, dans la gloire, comme dans les épreuves, dans la reconnaissance, comme dans l'effacement.

Depuis le XVI^e siècle, les destructions par bombardements - immortalisées par des médailles commémoratives - se succèdent au gré de l'exaction des belligérants qu'ils soient anglo-hollandais, anglais, allemands, ou alliés. Pourtant, les reconstructions furent proportionnelles aux dommages subis. Comme s'il ne suffisait pas de l'anéantissement venu de l'extérieur, il est piquant de noter qu'entre les guerres, ces espaces de paix ont eux aussi été marqués par des destructions de monuments, parfois même historiques. C'est, cette fois, le fait des urbanistes locaux, confortés, dans leurs convictions, par le mutisme des historiens, prétendument défenseurs du passé de leur ville. Serait-il nécessaire d'anéantir l'histoire, pour orienter une cité vers un avenir prometteur ?

Au fil du temps, certaines aires du territoire havrais sont mises en valeur : le port, les bassins, Antifer ; certains édifices majeurs le sont aussi : les ponts de Tancarville et de Normandie. Au cœur de la cité, ce sont les bâtiments qui retiennent l'attention des artistes, sollicités par les grands organismes comme la Chambre de commerce, le Port Autonome ou la Municipalité, pour une frappe de médaille, éditée pour commémorer une date, ou un événement.

Ces médailles, complémentaires de la phaléristique, permettent d'appréhender une histoire de la construction/destruction/reconstruction des villes. Le médailler de la ville du Havre ouvre ici sur une réflexion rétrospective historique, au travers d'une approche figurative nouvelle.

VANINA GASLY, *Pôle archives Seine-Eure*

Les rêveurs de ville : retour sur la Mission d'études du Vaudreuil

La publication en mai 1965 du schéma directeur de l'agglomération de Paris propose, pour désengorger la capitale, de créer des centres urbains en périphérie. Plusieurs villes nouvelles sont alors créées, dont une surgit ex-nihilo au cœur du département de l'Eure : la ville nouvelle du Vaudreuil, désormais connue sur le nom de Val-de-Reuil.

Dès sa création, la ville est pensée comme un laboratoire d'expérimentation : elle sera même désignée par Georges Pompidou en 1970 comme « ville pilote pour l'environnement ». Pour mettre en œuvre cet objectif, la Mission d'études du Vaudreuil (MEV) est créée en 1968 : placée sous la direction de Jean-Paul Lacaze, elle réunit une équipe pluridisciplinaire chargée d'imaginer la future ville.

Durant plus de dix ans, de voyages d'études en consultation d'experts, la MEV va produire des dizaines d'études, étudiant le projet dans sa globalité : urbanisme, infrastructures, sociologie, vie citoyenne... Comme l'écrit Catherine Blain dans son article Val-de-Reuil, ville pilote pour l'environnement ? (Études normandes, 2004, 53 (2), p. 64-78) : « une utopie bien spécifique portera leur réflexion : donner la ville à faire à ses habitants ».

De leurs réflexions et de leur collaboration avec les architectes de l'Atelier de Montrouge, naîtra le concept de « germe de ville », module urbain complet, comportant logements, commerces et services, qui pourra ensuite être démultiplié en fonction de l'extension de la ville et des besoins de ses habitants. La ville doit être un espace de vie, et non simplement une cité-dortoir.

Si on est loin aujourd'hui des 140 000 habitants espérés, Val-de-Reuil demeure une ville unique, qui garde bien des traces des réflexions initiées par la Mission d'études du Vaudreuil.



**CENTRE HAVRAIS
DE RECHERCHE HISTORIQUE**
LES AMIS DU HAVRE ET DE SA RÉGION

